

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 – Cedex 02
30900 NIMES

Nîmes, le 31/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALUMINIUM PECHINEY

Lieu - dit Segoussac
30340 ROUSSON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement ALUMINIUM PECHINEY implanté Lieu - dit Segoussac 30340 ROUSSON. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMINIUM PECHINEY
- Lieu - dit Segoussac 30340 ROUSSON
- Code AIOT dans GUN : 0018100034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La fabrication d'alumine à partir de la bauxite sur le site de Salindres a démarré en 1887 et s'est arrêtée en 1984. Le procédé mis en oeuvre, dit "Bayer", consistait en une attaque à la soude du minerai. Ce procédé est à l'origine de la production d'une grande quantité de résidus, appelés "boues rouges".

Ces boues ont été rejetées vers le bassin de décantation de l'usine jusqu'en 1964, date de construction et de mise en service d'un barrage au lieu-dit Segoussac, sur la commune de Rousson. Les boues ont ainsi été rejetées en amont de ce barrage entre 1964 et 1984. La quantité stockée en 20 ans atteint environ 3,9 millions de m³. Le barrage retient en outre 1,5 millions de m³ d'eau. Rio Tinto est propriétaire des installations sur lesquelles se situe le barrage.

L'ouvrage est constitué d'un barrage poids en enrochement de 50m de haut pour 780 m de longueur de crête et présente une capacité de 6 millions de m³. La partie amont de la retenue est en eau. Ce plan d'eau est constitué par les eaux météoriques tombant sur le bassin versant situé en amont de la digue principale.

Depuis 2014, pour améliorer l'impact environnemental de l'ouvrage, les effluents récupérés en pied du barrage (lixiviats) font l'objet d'un traitement via une station d'épuration physico-chimique. Les effluents traités sont ensuite rejetés à nouveau dans le plan d'eau du bassin supérieur.

Le rejet vers l'Avène est possible de manière ponctuelle pour réguler le niveau de l'eau dans le barrage pendant la période des hautes eaux. Il est suspendu pendant l'étiage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions de rejet des eaux en sortie de la station de traitement ;
- conditions de rejet du bassin supérieur ;
- surveillance de l'environnement ;
- maîtrise des risques liés au barrage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Qualité de l'eau rejetée bassin supérieur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2	/	Sans objet
Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3	/	Sans objet
Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4	/	Sans objet
Débit rejet bassin supérieur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.2	/	Sans objet
Hauteur du plan d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.4	/	Sans objet
Périodes de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.5	/	Sans objet
Surveillance des rejets bassin supérieur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.6	/	Sans objet
Contrôles réalisés au niveau du bassin supérieur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.1	/	Sans objet
Contrôles réalisés au niveau du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.2	/	Sans objet
Surveillance topographique de la digue principale et de la digue se...	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.2	/	Sans objet
Surveillance du niveau des eaux dans l'ouvrage	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.3	/	Sans objet
Surveillance de différents composants de l'installation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le bon fonctionnement de la station d'épuration de traitement des eaux rejetées en pied du barrage de Segoussac. Les objectifs de performance et les valeurs limites de rejet de ces effluents vers le bassin supérieur et des eaux du barrage vers le milieu naturel sont respectés. La surveillance environnementale réalisée dans le milieu récepteur ne montre pas d'impact significatif sur la qualité de l'Avène.

La surveillance géotechnique de l'ouvrage conclut à l'absence d'instabilité du corps du barrage et de la digue secondaire. Un suivi piézométrique renforcé de la présence d'eau en profondeur de la digue doit toutefois être étudié.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : L'installation fonctionne pour traiter de manière efficace un débit nominal de 20m ³ /h d'effluents issus du bassin inférieur. Ce débit peut ponctuellement être dépassé, si la sécurité des conditions d'exploitation du bassin inférieur l'exige (périodes de « fortes précipitations »). Le débit complémentaire fait également l'objet d'un traitement avant rejet dans le bassin supérieur. Les périodes au cours desquelles l'installation est exploitée selon ce mode de fonctionnement sont enregistrées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.
Constats : La station d'épuration fonctionne normalement pour un traiter jusqu'à 20 m ³ /h d'effluents. Lors des épisodes cévenols, la station peut traiter jusqu'à 50 m ³ /h. Dans ce cadre le fonctionnement est dégradé, afin d'éviter un débordement du bassin inférieur de récupération des lixiviats, avec un ajustement du pH pour seul traitement. En 2021, 2 épisodes cévenols ont nécessité un fonctionnement au-delà du seuil de 20 m ³ /h. Ces dépassements ponctuels de débits sont enregistrés dans le registre de la station présenté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : En dehors des périodes de « fortes précipitations », les valeurs limites suivantes sont respectées.
Constats : Sur l'année 2021 et le 1er trimestre 2022, en dehors des épisodes cévenols (périodes dites de "fortes précipitations"), les valeurs limites en sortie de la station d'épuration avant rejet dans le bassin supérieur, sont respectées à l'exception d'un dépassement ponctuel pour les sulfates en sortie d'été. Ce dépassement est lié à un traitement renforcé à l'acide sulfurique qui a été rendu nécessaire pour respecter les valeurs de pH.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : La qualité des eaux rejetées dans le bassin supérieur fait l'objet d'une surveillance selon les périodicités suivantes.
Constats : Les paramètres font l'objet d'une surveillance au moins selon les fréquences prescrites par l'arrêté préfectoral. Pour certains paramètres, l'exploitant réalise des contrôles plus fréquents en appliquant une surveillance hebdomadaire alors qu'une fréquence mensuelle est prescrite.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Débit rejet bassin supérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets du bassin supérieur
Prescription contrôlée : En période de fonctionnement nominal (hors surverse du déversoir), le débit ne dépasse pas 110 m ³ /h.
Constats : Depuis janvier 2016, le débit limite de rejet n'a jamais été dépassé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Qualité de l'eau rejetée bassin supérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets du bassin supérieur
Prescription contrôlée : En période de fonctionnement nominal (hors surverse du déversoir), les valeurs limites suivantes sont respectées.
Constats : En 2021 et sur le 1er trimestre 2022, les valeurs limites de rejet au milieu n'ont pas été dépassées. Le molybdène toutefois n'a pas fait l'objet de contrôle à l'occasion des contrôles réalisés. Ce paramètre, surveillé au niveau de la qualité chimique du plan d'eau, doit être inclus dans la surveillance trimestrielle réalisée au niveau du rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Hauteur du plan d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets du bassin supérieur
Prescription contrôlée : Le rejet est effectué de telle sorte que le niveau du plan d'eau : - ne descende jamais au-dessous de la cote 256 m NGF, - ne monte jamais au-dessus de la cote 258 m NGF. Pour respecter cette dernière disposition, un déversoir dimensionné pour une précipitation décennale est aménagé dans le canal de rejet. Il doit permettre d'évacuer de manière efficace l'eau contenue dans le bassin supérieur dès que la cote de celui-ci atteint 257 m NGF.
Constats : Depuis 2016, le niveau maximum et minimal du plan d'eau a été respecté, à l'exception d'une période entre septembre 2017 et janvier 2018 où le niveau est descendu à un plus bas de 255,8 m NGF, après un été particulièrement sec.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Périodes de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets du bassin supérieur
Prescription contrôlée : Le rejet est interrompu pendant les périodes d'étiage de la rivière Avène, à savoir :- du 1er juin au 31 août,- lorsqu'un arrêté préfectoral de limitation des usages de l'eau est en vigueur pour le bassin versant des Gardons (mesures de limitation — recommandations de niveau 1 ou plus) ;La reprise des rejets dans l'Avène après étiage se fera après vérification, par une mesure directe ou par estimation à partir de la valeur d'un paramètre représentatif, que le débit de l'Avène au niveau du point de rejet est supérieur à 150 m ³ /h.
Constats : En 2021, la vanne de rejet de l'Avène a été ouverte du 22 février au 21 mai et du 31 octobre au 13 janvier 2022. En 2022, seul un rejet ponctuel a été réalisé début mai pour permettre la mesure de la qualité des rejets vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets bassin supérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets du bassin supérieur
Prescription contrôlée : Pendant la période de rejet, la qualité des eaux déversée dans l'Avène fait l'objet d'une surveillance selon les périodicités suivantes.Hors période de surverse, tout dépassement de l'un des critères suivants entraîne l'arrêt du rejet, soit de manière automatique ou après intervention humaine en temps réel dans le cadre d'une télésurveillance : - débit supérieur à 110 m ³ /h ; - turbidité : 35 NTU ou 20 NFU ; - conductivité : 1000 µS/cm. Le rejet ne peut être repris qu'après la mise en œuvre d'actions correctives efficace, et après accord formel de l'Inspection de l'environnement.Au moins une fois par an, ces mesures sont réalisées par un laboratoire tiers agréé par le ministère en charge de l'Ecologie.
Constats : La qualité des eaux fait l'objet d'une surveillance conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Le bilan des mesures pour l'année 2021 et le début 2022 ne fait pas apparaître de dépassement des valeurs limites d'émission.
Observations : L'exploitant pourrait utilement formaliser une procédure pour préciser l'organisation retenue en cas de dépassement des valeurs d'alerte figurant dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôles réalisés au niveau du bassin supérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau de surface du bassin supérieur fait l'objet d'un contrôle par trimestre aux points F (BAS 407) et G (BAS 408), définis par le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant en 2006 . Ce contrôle porte sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3. Le suivi biologique du bassin comprend une analyse du peuplement d'odonates, une analyse de la macrofaune invertébrée aquatique littorale inspirée de l'indice biotique lacustre, et une étude de la végétation des rives du bassin : cette étude est réalisée au moins une fois tous les 2 ans. Le niveau du bassin est mesuré en un point non affecté par le rejet, selon une périodicité au moins hebdomadaire. Il fait également l'objet d'un contrôle après tout épisode pluvieux jugé significatif, c'est à dire de période de retour au moins décennale.</p> <p>Constats : Le contrôle chimique trimestriel des eaux du bassin supérieur est réalisé selon les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats de ces analyses ne montrent pas d'évolution particulière entre 2021 et 2020. Sur un temps plus long, il est observé une augmentation significative de la concentration des eaux du bassin supérieur en sulfates. Ce phénomène est lié à l'utilisation, dans le cadre de la neutralisation des effluents, d'acide sulfurique au niveau de la station de traitement des lixiviats, issus du pied de digue et rejeté après traitement dans le bassin supérieur.</p> <p>Afin d'évaluer l'impact écologique du rejet de lixiviats dans la retenue de Segoussac, le bassin supérieur fait également l'objet d'un suivi biologique tous les 2 ans. Le dernier a été conduit en juin 2021. Il comprend une analyse du peuplement d'odonates, de la faune invertébrée littorale et de la végétation des rives du bassin. Ce suivi montre une végétation riveraine qui accélère sa progression depuis 2013, une faible évolution du cortège d'odonates depuis 2007, ainsi qu'une lente amélioration de la qualité des sédiments du fond du bassin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôles réalisés au niveau du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau de l'Avène fait l'objet d'un contrôle annuel, en période de rejet, au printemps, aux points AVE 107 et 108 respectivement situés aux coordonnées suivantes, dans le référentiel LAMBERT II km :- AVE107: X=745239-Y=212816;- AVE 108: X=745 507-Y =212331. Ce contrôle porte sur les paramètres prévus à l'article 4.3, auxquels s'ajoutent les éléments suivants : Oxygène dissous, DBOS, NH4, NO3, NO, P total et PO4. L'exploitant réalise également un suivi biologique aux points de rejets AVE 107 et 108. Celui-ci comporte au moins une analyse annuelle, en période de rejet, au printemps, et porte sur les paramètres IBD et IBGN (diatomées et invertébrés benthique). L'ensemble des analyses est effectué selon les normes en vigueur utilisées pour déterminer l'état écologique et chimique du milieu.</p> <p>Constats : Le milieu récepteur fait l'objet d'un contrôle périodique annuel, dont le dernier a été réalisé en décembre 2021.</p> <p>Les conclusions de ce rapport indiquent que la surverse du bassin de Segoussac n'impacte pas la qualité de l'Avène.</p> <p>En particulier le rapport précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'après l'analyse IBGN, la qualité biologique de l'Avène est bonne en amont comme en aval immédiat du rejet ; - d'après l'IBD, la qualité de l'Avène est bonne en amont et très bonne en aval immédiat du rejet. <p>Sur le volet physico-chimique, la surveillance environnementale réalisée en 2021 indique que la qualité de l'eau de l'Avène est bonne à très bonne. Les résultats de 2021 sont, selon cette étude, les meilleurs observés depuis le début du suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance topographique de la digue principale et de la digue se...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des ouvrages
Prescription contrôlée : La topographie des parements aval des digues du barrage fait l'objet d'une surveillance régulière sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette surveillance est réalisée au moyen de bornes géodésiques judicieusement placées. L'exploitant met en place au moins 11 bornes de surveillance :- pour la digue principale : 3 en crête, 3 sur la risberme intermédiaire, 3 sur la risberme inférieure,- pour la digue secondaire : 2 en crête. La position des bornes est mesurée au moins une fois par an, selon des méthodes reconnues, et avec une précision suffisante pour permettre de détecter un mouvement significatif du massif. Ces mesures sont interprétées par l'exploitant, au regard de critères qu'il aura définis, permettant de juger de la criticité des déplacements.
Constats : Les relevés topométriques ont été réalisés pour la dernière fois en janvier 2022. À cette occasion, deux nouveaux piliers de référence ont été implantés, encadrant la digue secondaire. Le cabinet d'expertise géotechnique conclut que sur la base des relevés réalisés depuis 2015, le corps du barrage peut être considéré comme stable, ainsi que la digue secondaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance du niveau des eaux dans l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des ouvrages
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une mesure annuelle du niveau des eaux présentes dans les boues et dans le corps du barrage, au moyen des 3 piézomètres décrits dans le dossier de porter à connaissance. L'exploitant interprète les résultats de ces mesures afin de détecter toute dérive dans le fonctionnement hydraulique de l'ouvrage, et notamment des drains situés à sa base. Cette interprétation s'appuie également sur un bilan hydrique de l'année écoulée (apport en eau météorique et de ruissellement, et quantité de lixiviatsrecueillis en pied de barrage). Les résultats des mesures et de leur interprétation sont adressés au préfet du Gard et à l'Inspection de l'environnement au plus tard le 31 mars de chaque année.
Constats : Les derniers niveaux statiques piézométriques ont été relevés en janvier 2022. Ces relevés montrent des hauteurs maximales atteintes en 2022 sur les piézomètres Pz1 et Pz3 depuis le début de la surveillance en 2012. Le rapport d'expertise note que le corps du barrage fait apparaître la présence d'eau en profondeur de la digue. Il indique qu'il n'y a pas de risque d'instabilité de la retenue tant que les niveaux restent peu évolutifs. Deux préconisations sont ainsi faites : 1. réaliser un nouveau contrôle de niveau sur les Pz1 et Pz3 pour s'assurer que ces derniers sont revenus à des altitudes plus habituelles 2. poser des enregistreurs automatiques des niveaux d'eaux dans les piézomètres pour disposer d'un suivi plus fin.
Observations : Dans la transmission du rapport effectué, l'exploitant ne commente pas les conclusions et les résultats de cette surveillance piézométriques. À l'issue de la visite d'inspection, il est donc demandé à l'exploitant de : - préciser ses intentions quant à la prise en compte des préconisations faites par le bureau d'étude géotechnique ; - fournir une analyse des causes liées à l'augmentation piézométrique observé. En particulier, l'année 2021 n'ayant pas été particulièrement pluvieuse, l'exploitant doit étudier si le phénomène observé ne serait pas en lien avec une potentielle dérive du fonctionnement hydraulique du barrage, et notamment des drains situés à sa base. Un retour sur ces points est demandé sous un délai maximal de 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance de différents composants de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Titre 3 - Article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des ouvrages
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance mensuelle de l'ensemble des installations, portant en particulier sur les points suivants :- le chenal de rejet des eaux du bassin supérieur, pour lequel il vérifie le bon état des berges, l'absence d'obstacle à l'évacuation des eaux (en particulier l'absence de végétation) ;- le déversoir, dont il vérifie le bon état ;- le pont busé, dont il vérifie le bon état, et l'absence d'obstacle à la libre circulation des eaux ;- le bassin inférieur de collecte des eaux de percolation, dont il vérifie le bon état des berges et du dispositif de surverse ainsi que le bon fonctionnement de l'ensemble du système de pompage des effluents qu'il contient. Toute anomalie constatée fait l'objet d'un traitement adapté dans les meilleurs délais. Le cas échéant, des mesures compensatoires judicieusement choisies sont mises en œuvre le temps de la réalisation des opérations nécessaires au retour à une situation normale. L'ensemble de ces contrôles est formalisé dans une procédure spécifique. La réalisation des différentes vérifications et les éventuelles actions correctives associées font l'objet d'un enregistrement. L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.
Constats : La surveillance est réalisée de manière visuelle à fréquence au moins mensuelle. Les différents points de contrôle sont tracés dans un tableau de suivi. Le programme de surveillance est détaillé et formalisé dans le contrat de surveillance établi par l'exploitant à destination du prestataire et qui fait office de procédure.
Type de suites proposées : Sans suite